

Département de LA VIENNE

Ville de CHAUVIGNY

PLAN LOCAL D'URBANISME

LISTE DES SERVITUDES

PIECE 6.3

PLU	PRESCRIT	ARRETE	APPROUVE
ELABORATION	31/03/2004	12/07/2007	29/02/2008
CREA Urbanisme Habitat - 22 rue Eugène Thomas - 17000 LA ROCHELLE			

LISTE DES SERVITUDES

Code	Libellé servitude type	Acte de création	Gestionnaires
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques	CI MH : 08.01.1910	SDAP
	Grotte de Jioux à Saint-Pierre-les-Eglises	CI MH : liste de 1840	
	Eglise Notre Dame	CI MH : liste de 1846	
	Eglise Saint Pierre	CI MH : 17.09.1852	
	Eglise Saint Pierre les Eglises	CI MH : 13.11.1952	
	Cimetière et terrains constituant la berge entre le cimetière et la Vienne	CI MH : 19.04.1915	
	Logis des Templiers	CI MH : liste de 1840	
	Château baronnial ou des Evêques de Poitiers	CI MH : liste de 1840	
	Château d'Harcourt	CI MH : liste de 1889	
	Donjon de Gouzon	Inv MH : 19.02.1986	
	Gentilhommière de la Rivière-aux-Chirets : façade Est et toiture du corps de bâtiment principal, avant-cour en totalité, avec les deux tours d'angles, le porche d'entrée et le puits ; bâtiment de communs en totalité.		
AC2	Servitudes de protection des sites et des monuments naturels		SDAP
	Ville basse	Site inscrit : 2 .05.1968	
	Ville haute	Site inscrit : 1.04.1963	
	Place des Châteaux	Site classé : 17.08.1937	
	Cimetière Saint-Pierre-les Eglises	Site classé : 30.07.1934	
AS1	Conservation des eaux – Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.		DDASS VEOLIA
	- Captage d'eau potable de Terrier Mouton - Captage d'eau potable de Figée	DUP 16.10.2003 DUP 26.09.2005	

Code	Libellé servitude type	Acte de création	Gestionnaires
EL11	Servitudes relatives aux routes express et aux déviations d'agglomérations – Interdiction d'accès des propriétés limitrophes. - Déviation de Chauvigny	En cours d'institution	DEPARTEMENT DE LA VIENNE
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz - Réseau gaz de France, antenne de Chauvigny à Châtelleraut		GAZ DE FRANCE
I4	Servitudes relatives aux canalisations de transport d'énergie électrique - Ligne HTA à 20 KV - 90 KV Chauvigny-Jaumes-Ferrande Montmorillon – Tronçon Chauvigny Z Forges support N°77 au N° 99 - LIGNE Haute Tension 90 KV – Chaumont – Chauvigny		SOREGIES RTE SNCF
I6	Servitudes relatives aux mines et carrières - carrières de calcaire : au lieu-dit « Grand clos du Breuil »	Autorisée pour 30 ans Arrêté préfectoral du 28.12.1990 Extension autorisée	ROCAMAT
PM1	Périmètre de Prévention des Risques Naturels – Inondabilité Vallée de la Vienne	Arrêté Préfectoral du 08.02.2007	DDE

NB : La servitude EL2 - Protection contre les inondations – servitudes en zones submersibles concernant la zone inondable de la vallée de la Vienne a été remplacée par la servitude PM1. Celle-ci n'est pas reportée sur le plan des servitudes mais le dossier de PPRI est joint au dossier de PLU.

Concernant la Servitude I6 relative aux mines et carrières, la carrière de calcaire au lieu-dit « Peuron » est fermée et les carrières de calcaire : aux lieux-dits « les carrières d'Artiges », « les Basses Plantes », « le Ballet » sont à l'arrêt. La servitude I6 n'a pas été reportée sur les plans de servitude pour ces sites.

La servitude EL7 est suspendue. Elle n'est pas reportée sur les plans de servitudes.

Code	Libellé servitude type	Acte de création	Gestionnaires
PT1	Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques - centre radioélectrique de TDF de Chauvigny – Les Plantis.	Décret du 02.08.1977	
PT3	Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques - câble LGD 325 Limoges – Poitiers, tronçon 03 Montmorillon – Poitiers	Arrêté préfectoral du 20.12.1971	France Telecom URR Poitou-Charentes
T5	Servitudes aéronautiques de dégagement - aérodrome de Chauvigny	Arrêté ministériel du 11.10.1993	Direction de l'aviation civile



PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2005/DDAF/SFEE/894

en date du **26 SEP. 2005**

Autorisant le prélèvement des eaux du forage situé au lieu-dit "La Figée" sur le territoire de la commune de Chauvigny par la ville de Chauvigny,

et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à l'exploitation et à la distribution de cette ressource en eau destinée à la consommation humaine,
- à la dérivation de ces eaux souterraines,
- aux périmètres de protection du forage situé au lieu-dit "La Figée" sur le territoire de la commune de Chauvigny

**Le préfet de la région Poitou-Charentes
préfet de la Vienne
Officier de la légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié,

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU les décrets n° 89-3 du 3 janvier 1989 (modifié par les décrets du 10 avril 1990, du 7 mars 1991 et du 5 avril 1995) et n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine .;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 1968 modifié fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5,10,28 et 44 du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les rapports de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de novembre 2001 et mai 2002;

VU l'avis de la commission des captages du 5 mars 2002 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du Conseil Municipal. en date du 18 décembre 2000, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "La Figée" (Commune de Chauvigny) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce forage ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 1^{er} juin 2004 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-D2/B3-294 du 06 octobre 2004 prescrivant l'ouverture du 08/11/04 au 26/11/04, sur les communes de Chauvigny, Fleix et Leignes sur Fontaine, des enquêtes conjointes :

- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
- * préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du forage,
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 28 avril 2005,

CONSIDERANT l'absence d'observations de monsieur le Maire de la ville de Chauvigny sur le projet d'arrêté ;
SUR proposition de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) – Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du forage situé au lieu-dit "La Figée", commune de Chauvigny ;
 B) Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par la ville de Chauvigny relatifs :
- ✓ au forage situé au lieu-dit "La Figée", commune de Chauvigny,
 - ✓ à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine,
 - ✓ à la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

La ville de Chauvigny est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par le forage situé au lieu-dit "La Figée", réalisé sur le territoire de la commune de Chauvigny.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder **100 m³/heure (soit 2000 m³/j)**.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 1959 de la section U (d'une surface de 2038 m²) sur la commune de Chauvigny .

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos, protégé contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement fauché et débarrassé des produits de coupe.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

- Situé sur la commune de Chauvigny, il couvre une superficie de près 142 ha environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

Activités interdites :

- La création et l'exploitation de forage ou de puits captant la même ressource (aquifère du Dogger) quel que soit son débit prévisionnel d'exploitation, excepté pour l'alimentation en eau potable en complément ou en substitution du captage actuel. Dans ce cas, l'avis d'un hydrogéologue agréé sera sollicité sur l'adéquation du périmètre existant à la protection du nouvel ouvrage
- L'ouverture, l'extension et l'exploitation de carrières
- L'ouverture d'excavations ou de tranchées autres que celles destinées à la mise en place de canalisations liées à l'exploitation du captage, à la distribution d'eau potable, ou éventuellement, à l'enfouissement de câbles électriques ou téléphoniques
- La création de centres d'enfouissement technique, de déchetteries, d'usines d'incinération, de station d'épuration et de stockages de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- L'implantation de canalisations de transports d'eaux pluviales ou usées d'origine industrielle
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux
- La création de stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux autres que ceux destinés à un usage domestique
- Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique, les fumiers, les engrais organiques ou chimiques, les produits phytosanitaires et les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail en dehors des quantités nécessaires aux besoins annuels des exploitations agricoles
- L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique (eaux ménagères et eaux vannes)
- L'épandage de lisiers, de jus d'ensilage, d'effluents d'élevages, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange et de toutes les eaux usées d'origine agroalimentaire (l'usage de fumiers solides sera accepté)
- Le déboisement, l'exploitation forestière étant admise
- La création de plans d'eau
- Le camping, même sauvage, et le stationnement des camping-cars et caravanes

- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques
- La construction de bâtiments hormis dans le cas d'une extension de bâtiments existants

Sont soumis à une réglementation spécifique :

- Les stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique, artisanal ou agricole devront être réalisés en cuves protégées (aérienne avec bac de rétention)
- Le stockage des matières fermentescibles, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés ne pourra se faire que sur des aires imperméables avec possibilité de confinement des eaux de ruissellement
- Le rebouchage des tranchées autorisées se fera avec des matériaux non solubles et inertes. La partie superficielle sera remblayée avec un matériau imperméable correctement mis en place.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée est considéré comme étant la zone d'alimentation du forage.

Sa superficie représente environ 680 ha et s'étend sur le bassin versant hydrogéologique.

Les services chargés de la police de l'eau devront être particulièrement vigilants quant à l'application des procédures réglementaires et notamment en ce qui concerne les procédures de déclaration ou d'autorisation telles qu'elles sont décrites dans les décrets 93-742 et 743. Une attention toute particulière sera portée sur la réalisation des forages.

5.4 – Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral, après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai de 3 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- * la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;

- * les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- * il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. Les frais relatifs à la réalisation des différentes études complémentaires (environnementale, hydrogéologique, etc...) ainsi que l'avis spécifique émis par un hydrogéologue agréé, éventuellement prescrits par l'administration, sont à la charge du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 8

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 9- SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 13

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.
Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Chauvigny , un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 537 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15 – RECOURS

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de Montmorillon , le maire de Chauvigny, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 26 SEP. 2005

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
De la Préfecture de la Vienne

Frédéric BÉNÉT-CHAMBELLAN

Périmètres de protection du captage de Figée – Ville de CHAUVIGNY
Rapport complémentaire

TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens	X		
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X	
7	L'assainissement individuel			
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées		X	
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X	
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X	
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	X		
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien	X		
22	La création d'étangs	X		
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars	X		
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X		
25	Autres			

NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique

Commune de Chauvigny

Périmètres de protection

du captage de Figée

Maître d'ouvrage : MAIRIE DE CHAUVIGNY

Gestionnaire : C. G. EAUX (CHAUVIGNY)

PPE Terrier Mouton



Captage
de Figée



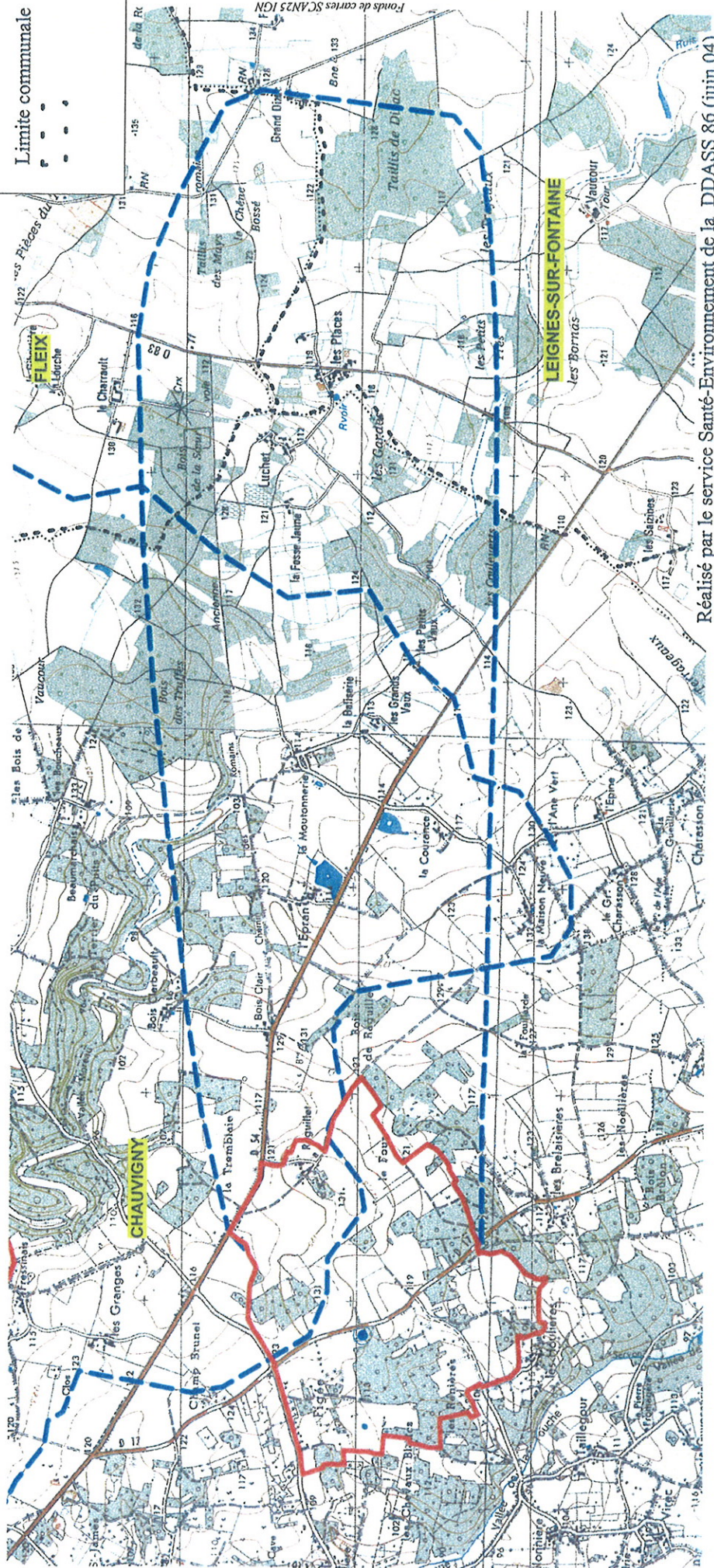
PPR



PPE



Limite communale





MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Chauvigny
<u>Captage(s) :</u>	«Terrier Mouton»
<u>Maître d'ouvrage :</u>	CHAUVIGNY

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 7/04/1999
Arrêté de DUP : **16/10/2003**
Inscription aux Hypothèques : Non

Pièces jointes à ce document :

- Cartographie des périmètres de protection
- Arrêté de DUP



Commune de Chauvigny

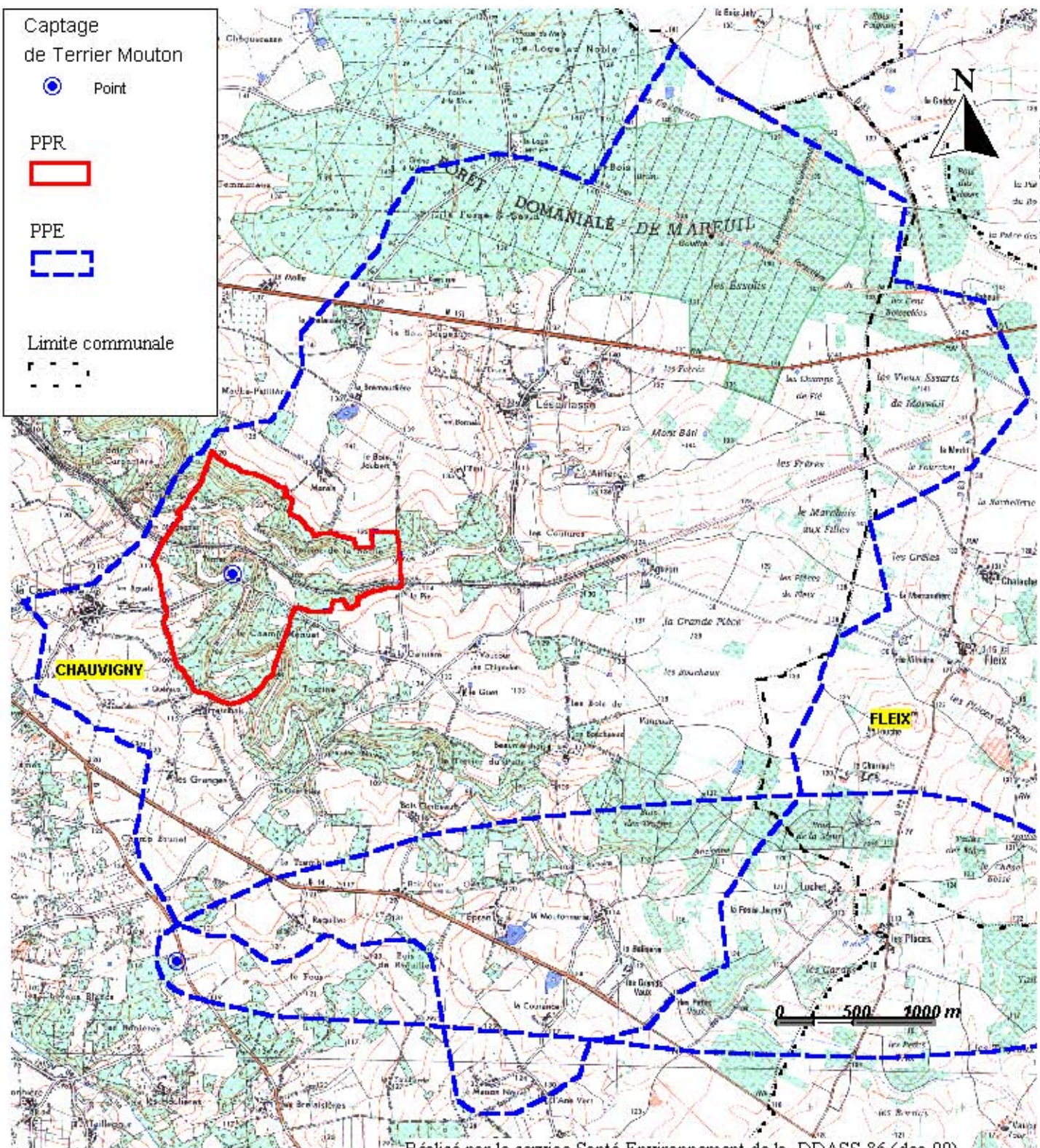
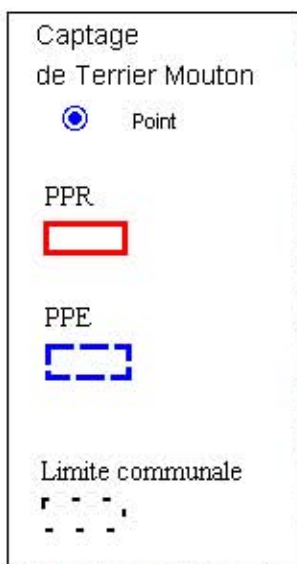
Périmètres de protection

du captage Terrier Mouton

Maître d'ouvrage : MAIRIE DE CHAUVIGNY

Gestionnaire : C. G. EAUX (CHAUVIGNY)

CAPTAGE	HYDROGEOLOGUE	DUP	CDH	HYPOTHEQUES
TERRIER MOUTON	07/04/1999			



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (dec 99)

PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N° 2003/DDAF/SFEE/ 471

En date du 16 OCT. 2003

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

**autorisant le prélèvement des eaux du forage situé au lieu-dit "Terrier Mouton"
sur le territoire de la commune de Chauvigny par la ville de Chauvigny, et
portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :**
- à l'exploitation et à la distribution de cette ressource en eau
destinée à la consommation humaine,
- à la dérivation de ces eaux souterraines,
- aux périmètres de protection du forage situé au lieu-dit "Terrier Mouton"
sur le territoire de la commune de Chauvigny

**Le préfet de la région Poitou-Charentes
préfet de la Vienne
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié,

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU les décrets n° 89-3 du 3 janvier 1989 (modifié par les décrets du 10 avril 1990, du 7 mars 1991 et du 5 avril 1995) et n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 1968 modifié fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date d'avril 1999;

VU l'avis de la commission des captages du 29 septembre 1999;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du Conseil Municipal, en date du 18 mai 2000, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "Terrier Mouton" (Commune de Chauvigny) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce forage ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 23 mai 2002 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2002-D2/B3-224 du 24 juillet 2002 prescrivant l'ouverture du 25/09/02 au 17/10/02, sur la commune de Chauvigny, des enquêtes conjointes :
préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du forage,
parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 10 avril 2003,

CONSIDERANT l'absence d'observations de monsieur le Maire de la ville de Chauvigny sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du forage situé au lieu-dit "Terrier Mouton", commune de Chauvigny ;
- B) Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par la ville de Chauvigny relatifs :
- au forage situé au lieu-dit "Terrier Mouton", commune de Chauvigny,
 - à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine,
 - à la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

La ville de Chauvigny est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par le forage situé au lieu-dit "Terrier Mouton", réalisé sur le territoire de la commune de Chauvigny.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder **90 m³/heure pendant 20 heures (soit 1800 m³/j)**.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n° 463 de la section N (d'une surface de 6149 m²) sur la commune de Chauvigny .

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos, protégé contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement fauché et débarrassé des produits de coupe.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur la commune de Chauvigny, il couvre une superficie de 140 ha environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

Activités interdites :

- La création de forage ou de puits captant la même ressource (aquifère du Jurassique) quel que soit son débit prévisionnel d'exploitation, excepté pour l'alimentation en eau potable en complément ou en substitution des puits existants. Dans ce cas, l'avis d'un hydrogéologue agréé sera sollicité sur l'adéquation du périmètre existant à la protection du nouvel ouvrage
- L'ouverture, l'extension et l'exploitation de carrières
- L'ouverture d'excavations ou de tranchées autres que celles destinées à la mise en place de canalisations liées à l'exploitation du captage, à la distribution d'eau potable, où éventuellement, à la réalisation de fondations pour des habitations, à la collecte et à l'évacuation vers l'extérieur des périmètres des eaux usées d'origine domestique ainsi qu'à l'enfouissement de câbles électriques ou téléphoniques
- La création de centres d'enfouissement technique, de déchetteries, d'usines d'incinération, de station d'épuration et de stockages de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- L'implantation de canalisations de transports d'eaux pluviales ou usées d'origine industrielle
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux
- L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique – eaux ménagères et eaux vannes (pour l'assainissement autonome se référer aux réglementations spécifiques)
- L'épandage de lisiers, de jus d'ensilage, d'effluents d'élevages, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange et de toutes les eaux usées d'origine agroalimentaire (l'usage de fumiers solides sera accepté)
- Le déboisement, l'arrachage des haies et le désouchage
- La création de plans d'eau et l'approfondissement des plans d'eau existants
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques

Sont soumis à une réglementation spécifique :

- Les stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique devront être réalisés en cuves protégées (aérienne avec bac de rétention, les cuves enfouies étant interdites par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1975)
- La construction et la modification des voies de communication ne devra pas s'effectuer par creusement du terrain naturel et passage en déblai
- Le rebouchage des tranchées autorisées se fera avec des matériaux non solubles et inertes. La partie superficielle sera remblayée avec un matériau imperméable correctement mis en place.

En outre, dans le périmètre de protection rapprochée, les lagunes d'assainissement de la Caronnière devront être réhabilitées de manière à garantir l'étanchéité des différents bassins.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée est considéré comme étant la zone d'alimentation du forage.

Sa superficie représente environ 2400 ha et s'étend sur le bassin versant topographique des vallées Morin et Moreau.

Une attention particulière sera portée à l'instruction des dossiers relatifs aux opérations suivantes :

- La création ou la mise en exploitation de tout nouveau point d'eau (y compris les forages de reconnaissance)
- La création de carrières
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques
- La création ou la modification d'étang ou de plan d'eau.

On veillera particulièrement à la préservation des espaces boisés, et au maintien des haies.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par le géologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 8

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 9- SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le maire est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 13

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001. Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution. Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Chauvigny, un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 537 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15 – RECOURS

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le sous-préfet de Montmorillon, le maire de Chauvigny, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 16 OCT. 2003

Pour le préfet,
Le secrétaire général de la préfecture
de la Vienne



François PENY